

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 juillet 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 28 février 2007
fixant le statut des militaires et candidats
militaires du cadre actif des Forces armées en
ce qui concerne l'exercice d'activités et
de mandats politiques par
des militaires**

RAPPORT DE LA PREMIÈRE LECTURE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA DÉFENSE NATIONALE
PAR
MME **Katrin JADIN**

SOMMAIRE

Pages

I. Procédure	3
II. Exposé introductif	3
III. Discussion	3
IV. Vote	10

Voir:
Doc 55 **0069/ (S.E. 2019):**

001: Proposition de loi de M. Buysrogge et consorts.
002 et 003: Amendements.

Voir aussi:

005: Articles adoptés en première lecture.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 juli 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 28 februari 2007
tot vaststelling van het statuut van de
militairen en kandidaat-militairen van het
actief kader van de Krijgsmacht wat de
politieke activiteiten en mandaten van
militairen betreft**

VERSLAG VAN DE EERSTE LEZING

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW **Katrin JADIN**

INHOUD

Blz.

I. Procedure	3
II. Inleidende uiteenzetting	3
III. Bespreking	3
IV. Stemming	10

Zie:
Doc 55 **0069/ (S.E. 2019):**

001: Wetsvoorstel van de heer Buysrogge c.s.
002 en 003: Amendementen.

Zie ook:

005: Artikelen aangenomen in eerste lezing.

03012

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Peter Buysrogge

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Peter Buysrogge, Theo Francken, Michael Freilich
Ecolo-Groen	Julie Chanson, Wouter De Vriendt, Albert Vicaire
PS	Hugues Bayet, André Flahaut, Christophe Lacroix
VB	Steven Creyelman, Annick Ponthier
MR	Christophe Bombled, Katrin Jadin
CD&V	Hendrik Bogaert
PVDA-PTB	Nadia Moscufo
Open Vld	Tim Vandenput
sp.a	Kris Verduyck

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Björn Anseeuw, Joy Donné, Frieda Gijbels, Darya Safai
Kim Buyst, Samuel Cogolati, Barbara Creemers, Cécile Thibaut
Malik Ben Achour, Sophie Thémont, Özlem Özen
Pieter De Spiegeleer, Ellen Samyn, Dries Van Langenhove
Michel De Maegd, Benoît Friart, Caroline Taquin
Nawal Farih, N N
Nabil Boukili, Gaby Colebunders
Bram Delvaux, Marianne Verhaert
John Crombez, Melissa Depraetere

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

cdH	Maxime Prévot
-----	---------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 4 décembre 2019, 5 février 2020, 24 juin 2020 et 8 juillet 2020.

I. — PROCÉDURE

La commission a demandé au Service des Affaires juridiques et de la Documentation parlementaire de la Chambre de rendre un avis sur la question de savoir si l'amendement n° 1 à la proposition de loi DOC n° 55 0069/001 viole ou non l'interdiction (constitutionnelle) de discrimination. Cette note a été mise à la disposition des membres de la commission.

II. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

M. Peter Buysrogge (N-VA) renvoie à la discussion générale relative à la proposition de loi.

III. — DISCUSSION

M. Peter Buysrogge (N-VA) rappelle qu'au cours de la législature précédente, les militaires se sont vu conférer des droits politiques pour les élections locales et provinciales. Un certain nombre de militaires ont profité de cette possibilité, se sont présentés aux élections et siègent dès lors au sein de conseils communaux et provinciaux.

La proposition de loi à l'examen vise à permettre aux militaires de participer également aux élections législatives, tant aux niveaux européen et fédéral qu'aux niveaux régional et communautaire.

L'intervenant estime qu'il est important de réduire le fossé entre la Défense et le reste de la société.

M. Christophe Lacroix (PS) souligne que son groupe ne soutient pas la proposition de loi parce qu'il convient de garantir la neutralité de la Défense et des militaires à l'égard des mandataires politiques. Il est suffisant que les militaires puissent exercer des mandats locaux et provinciaux. La neutralité ne pourrait être garantie si les militaires étaient autorisés à participer également aux élections européennes, fédérales, régionales et communautaires.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 4 december 2019, 5 februari 2020, 24 juni 2020 en 8 juli 2020.

I. — PROCEDURE

De commissie verzocht de Dienst juridische zaken en parlementaire documentatie van de Kamer om een advies over de vraag of amendement nr. 1 op het wetsvoorstel DOC nr. 55 0069/001 het (grondwettelijk) discriminatieverbod al dan niet schendt. Die nota werd ter beschikking van de leden van de commissie gesteld.

II. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De heer Peter Buysrogge (N-VA) verwijst naar de algemene toelichting bij het wetsvoorstel.

III. — BESPREKING

De heer Peter Buysrogge (N-VA) herinnert eraan dat tijdens de vorige zittingsperiode militairen politieke rechten werden verleend voor lokale en provinciale verkiezingen. Een aantal militairen heeft van die mogelijkheid gebruik gemaakt en deelgenomen aan de verkiezingen en heeft daardoor zitting in gemeente- en provincieraden.

Het doel van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel is om het mogelijk te maken dat militairen ook deelnemen aan parlementsverkiezingen zowel op Europees, federaal als gewestelijk en gemeenschapsniveau.

De spreker is van oordeel dat het belangrijk is dat de kloof tussen Defensie en de rest van de samenleving minder diep wordt.

De heer Christophe Lacroix (PS) wijst erop dat zijn fractie het wetsvoorstel niet steunt omdat het zaak is om de neutraliteit van landsverdediging en de militairen ten opzichte van de politieke mandatarissen te verzekeren. Het is voldoende dat militairen lokale en provinciale mandaten kunnen opnemen. De neutraliteit kan niet worden gegarandeerd indien militairen ook aan Europese, federale en deelstaatverkiezingen zouden mogen deelnemen.

Au cours de la législature précédente, des auditions ont déjà été organisées au sujet d'une proposition de Mme Karolien Grosemans (DOC 54 1254/004, pp. 9 et suivantes) et ont indiqué que l'État-major militaire n'était pas favorable à ce que l'on permette aux militaires de briguer un mandat au niveau européen, fédéral, régional ou communautaire. Il s'agit de défendre des principes: la Défense est au service de la Nation et il convient d'empêcher que son fonctionnement ne soit lié à une couleur politique, ce qui exige une stricte neutralité.

Les règles déontologiques de la police prévoient d'ailleurs que les membres du cadre opérationnel ne peuvent manifester leurs préférences politiques ou exercer des activités politiques. Dans l'exercice de leur fonction, ils doivent faire preuve d'une neutralité totale à l'égard des mandataires politiques. Les magistrats sont également soumis aux mêmes règles. Il n'y a dès lors aucune raison de modifier les règles applicables à la police ou à la Défense. Il ne serait pas opportun que ces services soient soumis à un régime différent alors qu'ils font tous deux partie de la force publique et exercent des fonctions régaliennes de l'État de droit.

M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) souligne que son groupe estime que tout le monde doit en principe pouvoir jouir de droits politiques et qu'il faut éviter de priver certaines catégories professionnelles de ces droits. Au cours de la législature précédente, le groupe Ecolo-Groen a soutenu la proposition de loi visant à permettre aux militaires de participer aux élections locales et provinciales.

Mais ainsi que l'a fait observer le syndicat militaire CGPM, un problème se pose en l'espèce en termes de neutralité des militaires qui participeraient aux élections nationales et aux élections du Parlement européen. Le groupe Ecolo-Groen estime qu'il faut écouter cet argument.

L'intervenant déplore qu'il n'ait pas été possible jusqu'à présent d'instaurer une réglementation identique pour la police et pour les militaires. L'adoption de la proposition de loi à l'examen aurait pour effet de renforcer la discrimination entre ces deux groupes. Or, l'intervenant estime qu'ils devraient être soumis au même régime.

Le groupe Ecolo-Groen souligne l'importance de la neutralité des dirigeants. La proposition de loi à l'examen a des implications considérables: si elle est adoptée, les généraux et le CHOD seront autorisés à se présenter aux élections législatives. Ils pourront alors prendre un congé politique et siéger pour un parti à la Chambre. À l'issue de ce mandat, ils pourront réintégrer leurs

Tijdens de vorige zittingsperiode werden reeds hoorzittingen georganiseerd over een voorstel van mevrouw Karolien Grosemans (DOC 54 1254/004, blz. 9 en volgende) waaruit bleek dat de militaire staf geen voorstander is om militairen te laten meedingen voor een mandaat op Europees, federaal of gewestelijk of gemeenschapsniveau. Het gaat om de verdediging van principes: Defensie staat ten dienste van de Natie en er moet worden verhinderd dat zijn werking aan een politieke kleur wordt gelinkt, wat een strikte neutraliteit vereist.

De regels van de deontologie voor de politie bepalen trouwens dat de leden van het operationeel kader geen blijk mogen geven van hun politieke voorkeuren of politieke activiteiten uitvoeren. Tijdens de uitoefening van hun functie moeten ze volledig neutraal staan ten opzichte van politieke mandatarissen. Ook voor magistraten gelden dezelfde regels. Er zijn bijgevolg geen redenen de voor de politie of Defensie geldende regels te wijzigen. Het zou niet opportuun zijn dat ze onder een verschillende regeling zouden vallen terwijl ze beide deel uitmaken van de openbare macht en regale functies uitoefenen in de rechtstaat.

De heer Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) wijst erop dat zijn fractie er in principe voor pleit om iedereen politieke rechten te verlenen en dat ze geen voorstander zijn om daar beroepsgroepen voor uit te sluiten. De Ecolo-Groen-fractie heeft tijdens de vorige zittingsperiode het wetsvoorstel dat tot doel had militairen de mogelijkheden te geven om deel te nemen aan lokale en provinciale verkiezingen gesteund.

Aan de andere kant is er *in casu* het probleem met betrekking tot de neutraliteit van militairen, zoals ook de legervakbond ACMP opmerkt, die zouden deelnemen aan nationale verkiezingen en verkiezingen voor het Europees Parlement. Naar dit argument heeft de Ecolo-Groenfractie wel oor.

De spreker betreurt dat het tot nu toe niet mogelijk is geweest om eenzelfde regeling voor politie en militairen in te voeren. Indien het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel wordt aangenomen zal dit tot nog meer discriminatie tussen militairen en politie leiden. De spreker vindt dat dezelfde regeling voor beide groepen zou moeten gelden.

De Ecolo-Groenfractie benadrukt het belang van neutraliteit voor leidinggevend. Het wetsvoorstel heeft verregaande implicaties: een generaal of de CHOD zouden, indien het wetsvoorstel wordt aangenomen, zich kandidaat kunnen stellen voor parlementsverkiezingen. Hij kan dan politiek verlof nemen en voor een partij in de Kamer zetelen. Na zijn mandaat als politicus zou hij dan

fonctions de général ou de CHOD au sein de l'armée, mais ils auront désormais une étiquette politique.

M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) et Mme Julie Chanson (Ecolo-Groen) présentent dès lors l'amendement n° 1 (DOC 55 0069/002), qui tend à modifier l'article 2, 2°. L'objectif de cet amendement est de veiller à ce que les militaires portant le grade de major ou capitaine de corvette ou un grade supérieur ne soient pas autorisés à se présenter aux élections de la Chambre des représentants, aux élections du Parlement européen ou aux élections des Parlements de Communauté et de Région.

Ces grades ont été choisis en raison du fait qu'à compter du grade de major ou capitaine de corvette, le militaire a accompli le deuxième cycle de l'École militaire et il est présumé apte à mener des unités militaires et à exercer des fonctions de commandement. La neutralité politique de ces officiers supérieurs est essentielle, dès lors qu'ils sont appelés à exercer des fonctions dirigeantes. Cette neutralité joue un rôle capital: il est donc nécessaire d'opérer une distinction.

Mme Annick Ponthier (VB) souligne que la proposition de loi vise à abolir un certain nombre de dispositions qui visaient à interdire aux militaires d'exercer des activités politiques. Le groupe VB estime, lui aussi, que les militaires ne doivent pas être exclus du processus décisionnel démocratique. Il s'agit en effet d'une restriction de leurs droits politiques.

L'intervenante constate qu'il existe une méfiance envers les militaires. Cette méfiance est pourtant dénuée de tout fondement. Les militaires ont une capacité à faire la part des choses qui fait en sorte que l'exercice d'un mandat politique ne pose aucun problème sur le plan du maintien de leur neutralité.

Mme Ponthier ajoute que l'éligibilité est un droit fondamental dans toute société démocratique, y compris pour le personnel militaire ou pour les personnes qui exercent une fonction de sécurité. Pour le groupe VB, ne pas accorder ce droit constitue une violation du principe d'égalité.

L'intervenante souligne en outre que les militaires font déjà l'objet de discriminations par rapport à d'autres groupes professionnels, comme la police, plus précisément en matière de rémunération.

Un autre point d'attention est qu'un politique devrait avoir la possibilité de devenir militaire à la fin de son mandat politique.

zijn functie bij het leger als generaal of CHOD opnieuw kunnen innemen, waarbij hij echter zijn politieke kleur zou meedragen.

Daarom dienen de heer Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) en mevrouw Julie Chanson (Ecolo-Groen) amendement nr. 1 in (DOC 55 0069/002) dat ertoe strekt om artikel 2, 2° te wijzigen. Het doel van het amendement is om militairen met de graad van Majoor, Korvetkapitein of hoger niet de mogelijkheid te bieden om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers, het Europees Parlement of de parlementen van de Gewesten en de Gemeenschappen.

De grens ligt op dit niveau omdat vanaf de graad van Majoor of korvetkapitein de militair de tweede cyclus aan de Koninklijke Militaire hogeschool heeft voltooid en dat hij/zij wordt geacht om militaire eenheden te leiden en commandofuncties te bekleden. De politieke neutraliteit van leidinggevende officieren is essentieel gezien zij leiding geven. Die neutraliteit is belangrijk en daarom moet een onderscheid worden gemaakt.

Mevrouw Annick Ponthier (VB) attendeert erop dat het wetsvoorstel beoogt een aantal verbodsbepalingen die tot doel hadden militairen te verbieden politieke activiteiten uit te oefenen, af te schaffen. Ook de VB-fractie vindt dat militairen niet uit de democratische besluitvorming mogen worden uitgesloten. Dit is immers een beperking van hun politieke rechten.

De spreekster stelt vast dat er wantrouwen heerst ten opzichte van de militairen. Daar is echter geen reden voor. Militairen hebben een ingesteldheid die hun toelaat de zaken te scheiden en waardoor dit geen probleem met betrekking tot het behoud van hun neutraliteit vormt.

Mevrouw Ponthier voegt eraan toe dat verkiesbaarheid een fundamenteel recht is van de democratische samenleving, dus ook voor militairen of personen met een veiligheidsfunctie. Het niet toekennen van dit recht is voor de VB-fractie een schending van het gelijkheidsbeginsel.

Verder wijst het lid er op dat er nu al sprake is van discriminatie ten opzichte van andere beroepsgroepen zoals de politie meer bepaald met betrekking tot de verloning.

Een aandachtspunt is ook dat een politicus na zijn politiek mandaat de kans moet hebben om militair te worden.

L'intervenante conclut son intervention en indiquant que son groupe soutient la proposition de loi à l'examen.

Mme Katrin Jadin (MR) rappelle que son groupe avait déjà souligné, au moment où il avait été question d'accorder aux militaires le droit de se présenter aux élections provinciales et locales, qu'une telle mesure pourrait compromettre la neutralité de l'armée. L'extension de l'éligibilité des militaires militaires aux élections fédérales, européennes et régionales ou communautaires ne peut être soutenue, car cela aurait un impact important sur la neutralité nécessaire à l'exercice de la compétence régaliennne de l'armée.

Le militaire qui sera appelé à assumer un mandat devra prendre un congé politique. Or, il restera pendant ce temps un militaire, et il est donc possible que cela l'amène à être à la fois juge et partie. Ce n'est pas une situation saine dans une société démocratique. De même, à la fin de son mandat, lorsqu'il réintègrera les rangs de l'armée, cela pourra influencer sa neutralité. L'armée doit être neutre pour tous les citoyens et il doit en demeurer ainsi. L'intervenante ne peut donc pas soutenir la proposition à l'examen.

M. Gaby Colebunders (PVDA-PTB) souligne qu'il n'est pas acceptable que les militaires aient moins de droits que les autres citoyens. Le militaire est soumis à une discipline professionnelle stricte et ne jouit pas des mêmes droits que les autres. Le groupe PVDA-PTB accepte que des soldats se présentent aux élections, mais se demande quelles seront les conséquences sur les relations hiérarchiques. Si elle est adoptée, la proposition de loi risque de renforcer de nouveau le pouvoir des officiers au détriment du soldat.

L'intervenant soutient l'amendement de M. De Vriendt. Lorsque des travailleurs prennent des initiatives afin d'améliorer leurs conditions de travail et de formuler des revendications à l'intention de la hiérarchie, il leur en est tenu rigueur. Quels problèmes fera subir un supérieur hiérarchique à un soldat figurant sur une liste totalement opposée à la sienne? L'intervenant indique qu'il ne souhaite pas contribuer à renforcer le pouvoir des cadres de l'armée.

Ce qui importe surtout pour les militaires, ce sont leurs conditions de travail, leur pension, la mise en place du travail adapté pour les militaires âgés et leur statut, ce qui peut contribuer à rendre le métier plus attrayant.

L'intervenant souligne que, contrairement aux autres catégories professionnelles, les militaires ne disposent pas du droit de grève.

De spreekster besluit haar tussenkomst met de opmerking dat haar fractie het ter bespreking voorliggend voorstel steunt.

Mevrouw Katrin Jadin (MR) herinnert eraan dat haar fractie toen er sprake was om militairen het recht te geven om op te komen voor de provinciale en lokale verkiezingen er al op had gewezen dat dit de neutraliteit van de militair in het gedrang kan brengen. De uitbreiding van de verkiesbaarheid van militairen voor federale, Europese en gewest- of gemeenschapsverkiezingen kan niet worden gesteund omdat dit een belangrijk impact zal hebben op de neutraliteit die noodzakelijk is voor de regale bevoegdheid van het leger.

De militair die een mandaat moet opnemen zal politiek verlof moeten nemen. De persoon blijft echter militair en het is dus mogelijk dat dit kan ertoe leiden dat hij/zij tegelijkertijd rechter en partij wordt. Dit is geen gezonde situatie in een democratische maatschappij. Ook op het einde van het mandaat, wanneer de militair opnieuw geïntegreerd wordt in het leger kan dit zijn neutraliteit beïnvloeden. Het leger moet neutraal zijn voor alle burgers en dit moet zo blijven. De spreekster kan het voorstel dus niet steunen.

De heer Gaby Colebunders (PVDA-PTB) wijst erop dat het niet aanvaardbaar is dat militairen minder rechten zouden krijgen dan andere burgers. De militair is onderworpen aan een strenge beroepsdiscipline en geniet niet dezelfde rechten dan anderen. De PVDA-PTB-fractie gaat ermee akkoord dat soldaten zich verkiesbaar stellen, maar vraagt zich af wat de gevolgen voor de hiërarchische relaties zullen zijn. Het risico is dat, indien het wetsvoorstel wordt aangenomen, de macht van de officieren opnieuw versterkt ten koste van de soldaat.

De spreker steunt het amendement van de heer De Vriendt. Wanneer werknemers initiatieven nemen om hun arbeidsvoorwaarden te verbeteren en eisen stellen aan de hiërarchie wordt dit hun niet in dank afgenomen. Welke problemen zal een soldaat die op een lijst staat ondervinden van een hiërarchisch overste die voor een politiek volledig tegengestelde lijst opkomt? De spreker stelt dat hij niet wil bijdragen tot de versterking van de macht van de kaders van het leger.

Voor de militairen zijn vooral hun arbeidsvoorwaarden, hun pensioen, het aanpassen van aangepaste werk voor oudere militairen en hun statuut van belang. Dit kan bijdragen tot het meer aantrekkelijk maken van de job.

De spreker merkt op dat militairen in tegenstelling tot andere beroepsgroepen ook geen stakingsrecht hebben.

M. Steven Matheï (CD&V) observe que le vote de la loi du 19 novembre 2017 modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées en ce qui concerne l'exercice d'activités et de mandats politiques par des militaires a représenté une avancée de taille dans le débat sur la démocratie. Le texte à l'examen va plus loin et soulève des questions concernant la neutralité du militaire.

De même, le fait qu'un militaire puisse réintégrer son unité après avoir exercé un mandat politique peut conduire à un déséquilibre. L'amendement présenté par le groupe de Ecolo-Groen peut y remédier. La question est toutefois de savoir s'il ne porte pas atteinte au principe d'égalité dès lors qu'une distinction est opérée entre différentes catégories de militaires.

Mme Melissa Depraetere (sp.a) indique que son groupe soutient les objectifs de la proposition de loi à l'examen mais que plusieurs questions techniques doivent encore être réglées.

Au cours des auditions organisées à ce sujet sous la législature précédente, une distinction claire avait été opérée entre les mandats politiques et le congé politique. L'un ne va en effet pas sans l'autre, mais la proposition de loi à l'examen porte uniquement sur le mandat politique. Pourquoi ne règle-t-on pas également le congé politique? Il conviendra de régler ces deux questions pour atteindre l'objectif de la proposition de loi à l'examen.

La neutralité est également un point problématique pour lequel il faut trouver une solution.

M. Georges Dallemagne (cdH) ne peut pas souscrire à la proposition de loi à l'examen. L'armée joue un rôle spécifique dans la société démocratique, rôle pour lequel la neutralité est primordiale. En conséquence, il ne faut pas élargir les possibilités offertes aux militaires de se présenter aux élections.

M. André Flahaut (PS) souligne que s'il est vrai que les militaires sont des citoyens avec des droits et des devoirs identiques à ceux des autres citoyens, ils exercent un métier particulier. Lorsqu'ils choisissent d'exercer ce métier, ils savent qu'il s'accompagne de certaines restrictions.

Les syndicats ne sont pas favorables à la réglementation proposée. Les militaires ne sont pas favorables à ce que leurs collègues soient autorisés à exercer un mandat politique car cela pourrait poser des problèmes relationnels, organisationnels et de disponibilité, voire

De heer Steven Matheï (CD&V) merkt op dat de stemming van de wet van 19 november 2017 tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht wat de politieke activiteiten en mandaten van militairen betreft een belangrijke stap was in het debat over democratie. De momenteel ter bespreking voorliggende tekst gaat verder en werpt vragen op met betrekking tot de neutraliteit van de militair.

Ook het feit dat een militair na een politiek mandaat opnieuw naar zijn eenheid zou gaan kan een onevenwicht veroorzaken. Het door de Ecolo-Groenfractie ingediende amendement kan daar een antwoord op bieden, de vraag is of dit niet indruist tegen het gelijkheidsbeginsel omdat er een onderscheid wordt gemaakt tussen verschillende categorieën van militairen.

Mevrouw Melissa Depraetere (sp.a) attendeert erop dat haar fractie de doelstellingen van het wetsvoorstel steunt maar dat er nog een aantal technische vragen moeten worden opgelost.

Tijdens de hoorzittingen over dit onderwerp in de vorige legislatuur werd een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de politieke mandaten en het politiek verlof. Het ene hangt samen met het andere en het ter tafel liggende wetsvoorstel handelt enkel over het politiek mandaat. Waarom wordt niet verder ingegaan op de regeling van het politiek verlof? De regeling van beide punten is noodzakelijk om de doelstelling van het wetsvoorstel te bekomen.

Ook de neutraliteit is een knelpunt waar een antwoord op moet worden gegeven.

De heer Georges Dallemagne (cdH) kan niet akkoord gaan met het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel. Het leger heeft een specifieke rol in de democratische maatschappij waarbij de neutraliteit een belangrijke rol speelt en daarom kan er geen uitbreiding komen van de mogelijkheden voor militairen om zich verkiesbaar te stellen.

De heer André Flahaut (PS) onderstreept dat militairen inderdaad burgers zijn met gelijke rechten en plichten, maar dat ze een particulier beroep uitoefenen. Wanneer ze dit beroep kiezen weten ze dat er bepaalde beperkingen zijn.

De vakbonden zijn geen voorstander van de voorgestelde regeling. Militairen pleiten er niet voor dat hun collega's een politiek mandaat zouden uitvoeren omdat dit relationele, organisationele en beschikbaarheidsproblemen kan veroorzaken. Dit kan zelfs leiden

des problèmes pour le fonctionnement de certains services ou le déroulement d'opérations à l'étranger. Il ne serait pas judicieux de permettre aux militaires de haut rang d'exercer un mandat politique. En effet, il serait alors impossible de les réintégrer ultérieurement dans la structure.

Les militaires exercent une fonction régaliennne spécifique régie par des normes propres. L'adoption de la proposition de loi à l'examen ne serait pas bénéfique pour l'armée.

M. Peter Buysrogge (N-VA) souscrit également au point de vue selon lequel la politique des ressources humaines est fondamentale à l'armée et qu'il s'agit plutôt, en l'occurrence, d'une question de principe.

Sous la précédente législature, la participation aux élections locales a été réglée et c'est maintenant la deuxième étape de l'élargissement des droits politiques qui est à l'ordre du jour: l'éligibilité des militaires aux élections parlementaires.

En ce qui concerne la neutralité, M. Buysrogge souligne que l'article 172 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées qui prévoit, en ce qui concerne les activités et mandats politiques des militaires, que les militaires ne peuvent se livrer à des activités politiques au sein de leur service et de la Défense, reste d'application.

Il est ressorti des auditions que les opinions sur l'élargissement de l'éligibilité des militaires étaient partagées. L'intervenant reste favorable à un élargissement de l'éligibilité des militaires.

L'amendement de M. De Vriendt pose la question de savoir si le principe d'égalité est violé ou non, car une distinction est établie entre les militaires qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas se porter candidats aux élections fédérales, européennes, régionales et communautaires.

En ce qui concerne le congé politique, M. Buysrogge indique qu'il est toujours réglé par l'article 174 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées et n'est donc pas visé par la proposition de loi à l'examen.

Il en va de même pour le droit de grève, qui est réglé par l'article 175 de la même loi.

tot problemen voor de werking van sommige diensten of buitenlandse operaties. Het zou niet oordeelkundig zijn om hooggeplaatste militairen een politiek mandaat te laten uitvoeren. Het is niet mogelijk om die personen nadien te re-integreren in de structuur.

Militairen voeren een regale functie uit die specifiek is en waarvoor eigen normen gelden. Het aannemen van het voorstel zou geen positief effect hebben voor het leger.

De heer Peter Buysrogge (N-VA) kan ook instemmen met de opvatting dat het HR-beleid bij het leger fundamenteel is en dat het *in casu* eerder om een principiële kwestie gaat.

Tijdens de vorige legislatuur werd de deelname aan de lokale verkiezingen geregeld en nu is fase twee van de uitbreiding van de politieke rechten aan de orde met verkiesbaarheid van militairen voor parlementaire verkiezingen.

Met betrekking tot de neutraliteit wijst de heer Buysrogge erop dat artikel 172 van de wet van 28 februari 2007 tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht wat de politieke activiteiten en mandaten van militairen betreft dat stelt dat militairen binnen hun dienst en defensie geen politieke activiteiten mogen uitvoeren van toepassing blijft.

Uit de hoorzittingen bleek dat de meningen over de uitbreiding van de verkiesbaarheid van militairen verdeeld zijn. De spreker blijft voorstander om de verkiesbaarheid van militairen uit te breiden.

Het amendement van de heer De Vriendt roept de vraag op of dit al dan niet het gelijkheidsbeginsel schendt omdat er onderscheid wordt gemaakt tussen militairen die wel en anderen die zich niet verkiesbaar kunnen stellen voor federale, Europese - en gewest en gemeenschapsverkiezingen.

Wat betreft het politiek verlof, stelt de heer Buysrogge dat dit nog steeds geregeld wordt door artikel 174 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en dus niet betroffen is door het voorliggend wetsvoorstel.

Hetzelfde geldt wat betreft het stakingsrecht, dat geregeld wordt door artikel 175 van dezelfde wet.

Après avoir examiné l'avis du service juridique de la Chambre, le groupe N-VA décide de ne pas soutenir l'amendement n° 1 (DOC 55 0069/002).

M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) confirme que l'amendement opère une distinction entre les militaires selon leur grade. Ce point peut être approfondi. L'intervenant fait toutefois observer que cette distinction n'est pas arbitraire et est étayée.

Mme Melissa Depraetere (sp.a) fait observer que l'article 2 de la proposition de loi à l'examen prévoit de remplacer l'article 172, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 susmentionnée.

Cela veut dire que l'alinéa 4 de l'actuel article 172, § 1^{er}, devient sans objet. Est-ce l'intention? Cela signifierait que les militaires pourraient participer à des manifestations. Elle demande que ce point soit explicité.

L'intervenante demande également que l'on approfondisse la question de la neutralité demandée aux militaires.

M. Hendrik Bogaert (CD&V) annonce que son groupe votera contre la proposition de loi à l'examen parce que l'armée et la police ont le monopole de la violence, ce qui exige une neutralité stricte. Il y a une distinction fondamentale entre des élections locales et le niveau supérieur, où la neutralité est bien davantage mise à mal. Qui plus est, la couleur politique d'un candidat élu au niveau supérieur risque de déteindre sur la Défense, étant donné que les élus sont moins nombreux à ce niveau et que la distinction entre la fonction politique du candidat et sa fonction militaire risque de se diluer. L'amendement du groupe Ecolo-Groen ne résoudra pas davantage ce problème sur le fond.

M. Kris Verduyckt (sp.a) annonce que son groupe s'abstiendra lors du vote parce qu'il doute toujours que l'éligibilité de militaires au niveau supérieur soit compatible avec la fonction militaire. En outre, la proposition de loi n'offre pas suffisamment de garanties que des militaires qui seraient élus aient ensuite effectivement la possibilité d'exercer leur fonction comme il se doit. En outre, M. Verduyckt se demande si la proposition de loi, en remplaçant le paragraphe 1^{er}, 1°, de la loi du 28 février 2007, ne va pas involontairement permettre que des militaires se mettent en grève par exemple.

Mme Julie Chanson (Ecolo-Groen) souligne que l'amendement n° 1 tend à éliminer le risque réel de violation du principe de neutralité et de conflit d'intérêts si les militaires exerçant des fonctions de commandement devaient être élus à un niveau supérieur au niveau local.

Na studie van het advies van de juridische diensten van de Kamer, besluit de N-VA-fractie om amendement nr. 1 (DOC 55 0069/002) niet te steunen.

De heer Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) bevestigt dat het amendement een onderscheid maakt tussen verschillende militairen naar gelang hun graad. Dit kan verder worden onderzocht. De spreker wijst er wel op dat dit onderscheid niet willekeurig is en dat het onderbouwd wordt.

Mevrouw Melissa Depraetere (sp.a) merkt op dat art. 2 van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel bepaalt dat artikel 172, § 1, van de hogervermelde wet van 28 februari 2007 wordt vervangen.

Dit houdt in dat het vierde lid van het actuele artikel 172, § 1, vervalt. Is dit de bedoeling? Dit zou betekenen dat militairen aan betogingen zouden kunnen deelnemen. Kan hier dieper op worden ingegaan.

De spreekster wil ook nog dieper ingaan op de van militairen gevraagde neutraliteit.

De heer Hendrik Bogaert (CD&V) kondigt aan dat zijn fractie tegen het voorliggend wetsvoorstel zal stemmen, omdat leger en politie beschikken over het monopolie van geweld, wat strikte neutraliteit vereist. Er is een fundamenteel onderscheid tussen lokale verkiezingen en het hogere niveau, waar de neutraliteit veel meer in het geding is. Bovendien dreigt de politieke kleur van een op hoger niveau verkozen kandidaat af te stralen op Defensie, aangezien er op dat niveau minder verkozenen zijn en het onderscheid tussen de politieke en militaire functie van de kandidaat dreigt te vervagen. Het amendement van de Ecolo-Groen-fractie zal dit probleem evenmin ten gronde oplossen.

De heer Kris Verduyckt (sp.a) kondigt aan dat zijn fractie zich bij de stemming zal onthouden, omdat ze haar twijfels behoudt betreffende de verzoenbaarheid van de verkiesbaarheid van militairen op hoger niveau en de militaire functie. Het wetsvoorstel biedt tevens onvoldoende waarborgen dat eventueel verkozen militairen vervolgens ook daadwerkelijk de mogelijkheid hebben hun ambt naar behoren uit te oefenen. Bijkomend vraagt de heer Verduyckt zich af of het wetsvoorstel, door de vervanging van paragraaf 1, 1°, van de wet van 28 februari 2007, ongewild niet gaat toelaten dat militairen bijvoorbeeld zouden staken?

Mevrouw Julie Chanson (Ecolo-Groen) benadrukt dat amendement nr. 1 de uitschakeling beoogt van het reële risico van neutraliteitsschending en belangenconflict wanneer bevelvoerende militairen zouden verkozen worden op hoger niveau dan het lokale.

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) souligne l'importance du principe d'éligibilité des militaires – comme pour tous les travailleurs –, mais partage l'inquiétude du groupe Ecolo-Groen concernant la neutralité. Le groupe PVDA-PTB soutiendra dès lors l'amendement n° 1.

M. Peter Buysrogge (N-VA) souligne que la proposition de loi ne vise nullement à instaurer des quotas minimaux pour les militaires. La Défense compte d'ailleurs dans ses rangs tant des partisans que des adversaires de l'éligibilité des militaires à un niveau supérieur. La neutralité implique que l'activité politique n'a pas sa place au sein de la Défense et la proposition de loi à l'examen n'apporte aucun changement en la matière. Par ailleurs, ce serait un enrichissement pour le monde politique de compter des représentants de toutes les activités professionnelles. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit également, notamment à l'article 25, que tout citoyen a le droit de voter et d'être élu. La proposition de loi à l'examen reconnaît ce droit et met fin à une injustice à l'égard des militaires en Belgique.

M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) répète que l'avis juridique n'est pas négatif pour l'amendement n° 1 (DOC 55 0069/002). L'avis précise en effet que garantir la neutralité politique de l'armée est un objectif légitime, mais qu'il convient d'examiner si la distinction établie entre dirigeants et non-dirigeants pour certaines élections est pertinente et proportionnelle au regard de cet objectif.

IV. — VOTE

Article 1^{er}

L'article 1^{er} concerne le fondement constitutionnel de la proposition de loi. Il ne donne lieu à aucune observation.

L'article 1^{er} est adopté par 9 voix contre une et 3 abstentions.

Art. 2

M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) et *Mme Julie Chanson (Ecolo-Groen)* présentent l'amendement n° 1 (DOC 55 0069/002), qui tend à remplacer l'article 2, 2°, afin de garantir la neutralité politique des officiers supérieurs à compter du grade de major ou capitaine de corvette et d'éviter que l'octroi de droits d'éligibilité complets à ces militaires crée une différence trop importante par rapport au statut des fonctionnaires de police,

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) wijst op het belang van het principe van verkiesbaarheid van militairen – zoals voor alle werknemers –, maar deelt de bezorgdheid van de Ecolo-Groen-fractie inzake neutraliteit. De PVDA-PTB-fractie zal het amendement nr. 1 dan ook steunen.

De heer Peter Buysrogge (N-VA) benadrukt dat het wetsvoorstel geenszins beoogt om minimum-quota in te voeren voor militairen. Overigens zijn er binnen Defensie zowel voor- als tegenstanders van de verkiesbaarheid van militairen op hoger niveau. Neutraliteit houdt in dat er binnen Defensie geen ruimte is voor politieke activiteit en het voorliggend wetsvoorstel wijzigt daar niets aan. Overigens is het voor de politieke wereld ongetwijfeld een verrijking om vertegenwoordigers uit alle beroepsactiviteiten te hebben. Ook het internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten stelt in artikel 25 onder meer dat elke burger het recht heeft om te stemmen en verkozen te worden; het voorliggend wetsvoorstel huldigt dit recht en maakt een einde aan een onrechtvaardigheid in hoofde van militairen in België.

De heer Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) herhaalt dat het juridisch advies niet negatief is voor amendement nr. 1 (DOC 55 0069/002); het advies stelt immers dat de politieke neutraliteit van het leger waarborgen een legitiem doel is, maar dat moet nagegaan worden of het onderscheid dat voor bepaalde verkiezingen wordt ingevoerd tussen leidinggevend en niet-leidinggevend in het licht van dat doel pertinent en proportioneel is.

IV. — STEMMING

Artikel 1

Artikel 1 betreft de constitutionele grondslag van het wetsvoorstel en geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 1 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen.

Art. 2

De heer Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) en *mevrouw Julie Chanson (Ecolo-Groen)* dienen amendement nr. 1 (DOC 55 0069/002) in dat ertoe strekt artikel 2, 2° te vervangen teneinde de politieke neutraliteit van hogere officieren, met de graad van Majoor Korvetkapitein of hoger, te waarborgen en om te voorkomen dat het toekennen van volledige verkiesbaarheidsrechten aan deze militairen een te groot verschil in het leven zou

qui ne peuvent en aucun cas participer à des élections. Il est important d'être le plus précis possible en la matière.

M. Christophe Lacroix (PS) comprend la portée de l'amendement n° 1, mais il estime que celui-ci suscite plusieurs problèmes. L'amendement risque de créer une discrimination injustifiée, ainsi que le souligne également l'avis rendu par le service juridique de la Chambre. Cet avis pose par ailleurs à juste titre la question de savoir si la neutralité politique des dirigeants – plutôt que la prévention de certains conflits d'intérêts – est encore un critère pertinent à présent que tous les militaires peuvent exercer un mandat local. Il est également permis de se demander si l'amendement respecte le principe de proportionnalité.

M. Peter Buysrogge (N-VA) renvoie à l'avis du service juridique de la Chambre. Il se demande s'il ne serait pas préférable de préciser qu'il doit s'agir de dirigeants qui mènent effectivement une unité militaire. Cette précision pourrait faire l'objet d'un sous-amendement à l'amendement n° 1.

M. Hendrik Bogaert (CD&V) souligne que l'armée étant dotée d'une structure extrêmement hiérarchisée, la notion de "dirigeant" est très large. Il faut donc être particulièrement attentif, dans le cadre de l'amendement, à ne pas violer le principe d'égalité.

L'amendement n° 1 (DOC 55 0069/002) est retiré.

M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) et consorts présentent l'amendement n° 2 (DOC 55 0069/003), qui tend à remplacer l'article 2, 2°, afin de garantir la neutralité politique des officiers exerçant une fonction de commandement et des chefs de service au sein d'un état-major de niveau bataillon ou supérieur et d'éviter que l'octroi de droits d'éligibilité complets à ces militaires ne crée une différence trop importante par rapport au statut des fonctionnaires de police, qui ne peuvent en aucun cas participer à des élections. Cet amendement tend à établir un équilibre entre une nécessaire réserve politique au sein des fonctions de sécurité et les droits politiques de tous les Belges, en ce compris les militaires.

M. Peter Buysrogge (N-VA) estime que cet amendement n° 2, par sa formulation plus précise, répond à l'avis des services juridiques de la Chambre.

roepen met het statuut van de politieambtenaren, die onder geen enkele voorwaarde mogen deelnemen aan verkiezingen. Het komt erop aan dit zeer nauwkeurig te definiëren.

De heer Christophe Lacroix (PS) heeft weliswaar begrip voor de strekking van het amendement nr. 1, maar wijst op een aantal pijnpunten. Het amendement houdt het risico in op niet-gerechtvaardigde discriminatie, waar ook het advies van de juridische diensten van de Kamer op wijst. Voorts stelt het advies terecht dat de vraag rijst of de politieke neutraliteit van de leidinggevenden – eerder dan het voorkomen van bepaalde belangenconflicten – nog wel een pertinent criterium is nu alle militairen een lokaal mandaat mogen uitoefenen. Het is ook onzeker of het amendement het proportioneitsprincipe respecteert.

De heer Peter Buysrogge (N-VA) verwijst naar het juridisch advies van de diensten van de Kamer en vraagt zich af of het niet wenselijk is verder te preciseren dat het moet gaan om leidinggevenden die effectief het bevel voeren over een militaire eenheid? Dit zou het voorwerp kunnen uitmaken van een subamendement op amendement nr. 1.

De heer Hendrik Bogaert (CD&V) wijst op de sterk hiërarchische structuur van het leger waardoor het begrip "leidinggevende" zeer ruim is en men, in de context van het amendement, extra aandachtig dient te zijn om het gelijkheidsprincipe niet te schenden.

Amendement nr. 1 (DOC 55 0069/002) wordt ingetrokken.

De heer Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen) c.s. dient amendement nr. 2 (DOC 55 0069/003) in, dat ertoe strekt art. 2, 2°, te vervangen, teneinde de politieke neutraliteit van officieren in een commandofunctie en diensthooften binnen een staf van niveau bataljon of hoger te waarborgen en om te voorkomen dat het toekennen van volledige kiesbaarheidsrechten aan deze militairen een te groot verschil in het leven zou roepen met het statuut van de politieambtenaren, die onder geen enkele voorwaarde mogen deelnemen aan verkiezingen. Dit amendement streeft een evenwicht na tussen de noodzakelijke politieke terughoudendheid binnen veiligheidsfuncties en de politieke rechten van alle Belgen, met inbegrip van militairen.

De heer Peter Buysrogge (N-VA) oordeelt dat dit amendement nr. 2, door de preciezere formulering ervan, tegemoet komt aan het advies van de juridische diensten van de Kamer.

M. Hendrik Bogaert (CD&V) n'est pas de cet avis et réitère sa position selon laquelle une objectivité et une neutralité absolues sont requises dans le chef de tous les dirigeants de la Défense, comme c'est le cas pour les services de police.

M. Steven Creyelman (VB) émet certaines réserves à propos de l'amendement n° 2, étant donné qu'il pourrait donner lieu à une présomption de discrimination fondée sur le rang.

M. Christophe Bombled (MR) répète que l'élargissement proposé de l'éligibilité de certains militaires conduirait à un profilage politique excessif et indésirable. Des conflits d'intérêts ne seraient pas exclus non plus, par exemple si un militaire était élu au Parlement. La fonction militaire est d'une nature telle qu'une neutralité absolue est requise. D'ailleurs, lors d'une audition organisée au Parlement le 31 mai 2017, tant les syndicats de l'armée que l'État-major ont exprimé leur opposition à l'extension de l'éligibilité des militaires.

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) peut souscrire à la teneur de l'amendement n° 2, mais elle craint également qu'il puisse donner lieu à une discrimination. Elle propose de demander aux syndicats un avis écrit.

Cette proposition est rejetée par la commission.

L'amendement n° 2 (DOC 55 0069/003) est adopté par 8 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par 8 voix contre 4 et une abstention.

*
* *

À la demande de *M. André Flahaut (PS)*, la commission procédera, conformément à l'article 83.1 du règlement de la Chambre, à une deuxième lecture de la proposition de loi.

En vue de cette deuxième lecture, la commission souhaite disposer d'une note de légistique fournie par les services de la Chambre.

La rapporteuse,

Katrin JADIN

Le président,

Tim VANDENPUT a.i.

De heer Hendrik Bogaert (CD&V) is het hier niet mee eens en herhaalt zijn standpunt dat in hoofde van alle leidinggevendenden bij Defensie, absolute objectiviteit en neutraliteit vereist is, net zoals dat ook bij de politiediensten het geval is.

De heer Steven Creyelman (VB) uit enige reserve bij het amendement nr. 2 aangezien het aanleiding zou kunnen geven tot een vermoeden van discriminatie op basis van rang.

De heer Christophe Bombled (MR) herhaalt dat de voorgestelde verruiming van verkiesbaarheid van militairen, tot een al te grote en ongewenste politieke profilering zal leiden. Ook belangenconflicten zijn niet uitgesloten, indien een militair bijvoorbeeld als parlementair zou verkozen worden. De militaire functie is van dien aard dat absolute neutraliteit geboden is. Overigens verklaarden zowel de legervakbonden als de Generale Staf zich tijdens een parlementaire hoorzitting op 31 mei 2017 zich tegenstander van de uitbreiding van verkiesbaarheid voor militairen.

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) kan zich vinden in amendement nr. 2 maar vreest tevens dat dit aanleiding zou kunnen geven tot discriminatie. Ze stelt voor de vakbonden om schriftelijk advies te vragen.

Dit voorstel wordt door de Commissie verworpen.

Amendement nr. 2 (DOC 55 0069/003) wordt aangenomen met 8 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt aangenomen met 8 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

*
* *

Op verzoek van *de heer André Flahaut (PS)* zal de commissie, overeenkomstig artikel 83.1 van het Reglement van de Kamer, overgaan tot een tweede lezing van het wetsvoorstel.

Met het oog daarop wenst de commissie te beschikken over een wetgevingstechnische nota van de diensten van de Kamer.

De rapporteur,

Katrin JADIN

De voorzitter,

Tim VANDENPUT a.i.